

Pertes d'emplois dans le privé

Au 1^{er} trimestre 2016, 90 930 salariés sont déclarés par leurs employeurs, soit 1 070 de moins qu'en début d'année 2015. Les pertes d'emplois déjà constatées fin 2015 se répercutent ce trimestre, et sont accentuées par de nouvelles suppressions d'emplois au 1^{er} trimestre 2016. Dans les secteurs de la construction et du commerce, l'emploi continue de reculer, tandis que dans les autres activités de services, globalement, le repli s'interrompt. Phénomène nouveau ce trimestre, l'industrie est elle aussi touchée, alors qu'elle continuait à générer quelques emplois supplémentaires jusqu'à fin 2015.

Dans le secteur privé, le malaise persiste
Dans un contexte économique morose, au 1^{er} trimestre 2016, 1 320 salariés de moins qu'au 1^{er} trimestre 2015 (-2 %). La chute amorcée au 3^e trimestre 2015 se prolonge et s'accroît (-300 emplois en glissement annuel au 3^e trimestre ; -870 emplois au 4^e trimestre 2015).

Le ralentissement impacte aussi les créations d'entreprises (-9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015, après -4 % en glissement annuel au trimestre précédent). Le nombre mensuel moyen de nouvelles offres d'emploi déposées auprès des services de placement par les entreprises existantes recule de 14 % par rapport au début d'année 2015, et les entreprises recourent moins fréquemment à l'intérim (-8 %). Parallèlement, le nombre de chômeurs indemnisés augmente fortement (+16 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015). D'après l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises, ceux-ci sont encore plus pessimistes quant à leur activité et l'évolution de leurs effectifs qu'au dernier trimestre 2015. L'indice de climat des affaires se dégrade : il perd 10 points par rapport au trimestre dernier et 16,6 points par rapport au 1^{er} trimestre 2015. A 76,7 points, il affiche son plus bas niveau historique.

Les effectifs salariés continuent de baisser dans la construction et les services
Le secteur de la construction perd 650 salariés par rapport au 1^{er} trimestre 2015,

soit une baisse de 8 % en glissement annuel. Au 31 mars 2016, le secteur qui avait été le premier impacté par le recul de l'emploi, perd à nouveau 140 emplois par rapport à fin 2015. Ce trimestre, les emplois reculent plus particulièrement dans les travaux de construction spécialisés (notamment terrassement et forage) et dans la construction de bâtiments (hors maisons individuelles). D'autres sous-secteurs de la construction déclarent moins d'emplois qu'à la même période il y a un an (génie civil, installation électrique et travaux de finition), mais il s'agit de suppressions d'emplois intervenues en 2015. Les effectifs de KNS en particulier, ont été sensiblement réduits. De plus, la fin du chantier du Médipôle provoque une rupture dans l'emploi salarié du secteur de la construction. De nouveaux projets en cours ou programmés pour cette année - centre hospitalier du Nord, Néobus... - permettent d'envisager néanmoins un redressement au cours des prochains trimestres.

Ce ralentissement impacte aussi les créations d'entreprises dans le secteur (-17 % par rapport au 1^{er} trimestre 2016).

Le commerce est le deuxième secteur dans lequel le recul de l'emploi s'accroît au 1^{er} trimestre 2016. Il déclare 190 emplois de moins qu'au 1^{er} trimestre 2015 (contre -100 en glissement annuel au trimestre dernier), principalement dans le commerce de détail.

Les tensions touchent désormais aussi l'industrie

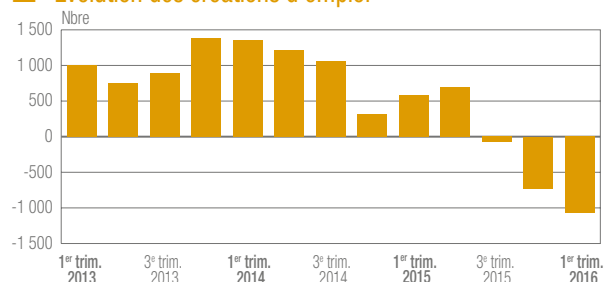
Toutes activités confondues, le secteur des services emploie 390 salariés de moins qu'au 1^{er} trimestre 2015, mais les suppressions s'étaient concentrées au dernier trimestre 2015.

La situation se détériore pourtant dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (ingénierie, publicité, conseil et communication...), de transport et entreposage (affrètement, manutention non portuaire...) et de services domestiques. Ces trois secteurs d'activité perdent ensemble 320 emplois par rapport au 1^{er} trimestre 2015.

Dans l'hébergement et la restauration, les effectifs salariés reculent, avec 370 emplois de moins qu'un an plus tôt. L'essor des arrivées à Tontouta ne suffit pas à compenser la nouvelle politique d'hébergement des agents et sous-traitants de l'usine du Nord : la base-vie de KNS emploie 8 fois moins de salariés qu'il y a un an. De plus, un grand hôtel de Nouméa a fermé ses portes en 2015.

Ces pertes d'emploi dans les services d'hébergement sont en partie compensées par la forte hausse des effectifs dans le secteur des services de santé et

■ Evolution des créations d'emploi*



*En glissement sur douze mois

Note explicative : 1 070 emplois salariés ont été perdus entre le 1^{er} trimestre 2015 et le 1^{er} trimestre 2016

Données provisoires

Sources : ISEE, CAFAT



d'action sociale. En effet, 230 emplois de plus qu'au 1^{er} trimestre 2015 ont été déclarés dans ce secteur, afin de répondre notamment aux besoins du centre de rééducation du Médipôle de Koutio, qui a ouvert courant 2015 (hausse observée depuis le 3^e trimestre 2015).

L'industrie supprime des emplois pour la 1^{ère} fois ce trimestre

L'industrie perd aussi quelques emplois (-1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015), alors qu'elle en créait jusqu'à lors. Le secteur déclare 13 350 salariés au 31 mars 2016, soit 170 de moins qu'il y a un an. Les trois types d'activité industrielle sont concernés par ce repli : industrie manufacturière d'abord (-90 emplois par rapport au 1^{er} trimestre 2015) ; industrie extractive ensuite et production d'eau, d'électricité et gestion des déchets enfin (-40 chacune). Dans l'industrie manufacturière, les effectifs de grosses entreprises du secteur installation de machines et équipements mécaniques se sont réduits progressivement, depuis septembre 2015, les travaux d'importance pour les opérateurs métallurgiques et du Médipôle touchant à leur fin. Dans l'industrie extractive, ce sont les activités de soutien (préparation et analyse d'échantillon, études géologiques ...), notamment en province Nord, qui réduisent leurs effectifs. Dans le dernier secteur enfin, les emplois diminuent dans les activités de gestion des déchets et dépollution.

Seule, l'agriculture affiche un solde d'emplois positif

Avec 90 emplois de plus qu'au 31 mars 2015, l'agriculture est le seul secteur d'activité qui affiche un solde d'emplois positif ce trimestre (+5 % en glissement annuel). Ces embauches supplémentaires concernent l'aquaculture de crevettes, dont l'activité repart après les problèmes techniques qu'a rencontrés la filière en 2015, l'élevage et les cultures.

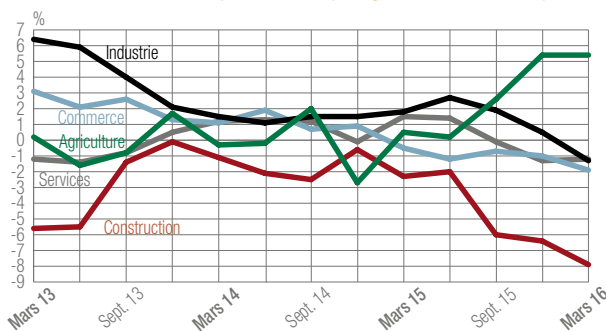
Le secteur public continue de créer des emplois

Alors que le secteur privé traverse une mauvaise passe, le secteur public, quant à lui, continue de créer des emplois (+250 salariés par rapport au 1^{er} trimestre 2015). Les recrutements concernent davantage des fonctionnaires que des contractuels, en particulier dans les services provinciaux. Les embauches de contractuels dans le secteur public ralentissent nettement depuis ces deux dernières années, alors qu'elles avaient augmenté fortement entre 2010 et 2014.

Le marché du travail est morose

Au 1^{er} trimestre 2016, le nombre d'employeurs recule : ils sont 370 de moins qu'il y a un an (-3 %). L'ensemble des secteurs d'activité sont concernés par ce repli, en particulier et sans surprise, les employeurs de personnel de maison, et ceux des secteurs de la construction, du commerce, du transport-entreposage et des industries manufacturières. Par ailleurs, le nombre moyen de nouvelles offres d'emploi déposées chaque mois auprès des services provinciaux de placement baissent en ce début d'année (-14 % par rapport au 1^{er} trimestre 2015). Cette diminution touche essentiellement les offres de contrats à durée indéterminée et les postes à temps complet.

Evolution de l'emploi salarié par grand secteur du privé*



*En glissement sur douze mois
Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT

Emploi salarié du privé* par principaux secteurs d'activité en évolution

	1 ^{er} trimestre		Variation	
	2015	2016	Nbre	%
Agriculture	1 677	1 768	91	5,4
Industrie	13 520	13 350	-170	-1,3
Industries extractives	1 823	1 785	-38	-2,1
Industrie manufacturière	10 053	9 964	-89	-0,9
Production et distribution d'eau, d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 644	1 601	-43	-2,6
Construction	8 314	7 661	-653	-7,9
Commerce	10 294	10 104	-191	-1,9
Services	32 339	31 947	-392	-1,2
Transports et entreposage	4 106	3 983	-123	-3,0
Hébergement et restauration	4 578	4 203	-374	-8,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 419	2 276	-143	-5,9
Activités de services administratifs et de soutien	5 295	5 244	-51	-1,0
Santé humaine et action sociale	2 965	3 192	227	7,7
Services domestiques	2 901	2 850	-52	-1,8
Autres	10 075	10 199	123	1,2
Total	66 145	64 829	-1 316	-2,0

* Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

Données provisoires
Source : ISEE, CAFAT

Unités : nombre, %



Parallèlement, le nombre moyen de **demandeurs d'emploi** en fin de mois augmente plus fortement ce trimestre (+10 % sur un an, soit 750 individus de plus), alors qu'il progressait de façon plus modérée à la même période entre 2014 et 2015 (+2 %). Le stock de demandeurs d'emploi ne recule pas, même si les nouveaux demandeurs sont moins nombreux (-6 %) qu'il y a un an.

La hausse des demandeurs d'emploi en fin de mois concerne à la fois la province Sud, avec 540 individus de plus (+10 %), et la province Nord (210 demandeurs supplémentaires, soit +13 %). Les demandeurs d'emploi sont prioritairement intéressés par les secteurs d'activité fragilisés ce trimestre : services à la personne et à la collectivité ; activités de support à l'entreprise ; construction BTP, et transport et logistique (64 % des demandeurs).

■ Chiffres clés de l'emploi

	1 ^{er} trimestre		Variation
	2015	2016	(%)
Effectifs salariés (nombre au 31 mars)			
Total	92 002	90 933	-1,2
dont secteur privé	66 145	64 829	-2,0
dont secteur public	25 857	26 104	1,0
Effectifs employeurs (nombre au 31 mars)			
Total	11 859	11 486	-3,1
Marché du travail (nombre mensuel moyen)			
Nouveaux demandeurs d'emploi	663	622	-6,2
Demandeurs d'emploi en fin de mois	7 631	8 376	9,8
Nouvelles offres d'emploi	788	681	-13,6
Offres d'emploi actives en fin de mois	1 675	1 629	-2,7
Entreprises (nombre)			
Créations au cours du trimestre	1 435	1 301	-9,3
Radiations au cours du trimestre	1 154	792	-31,4
Stock en fin de trimestre	36 412	37 806	3,8
dont entreprises individuelles	23 453	24 333	3,8
Indice de climat des affaires	93,3	76,7	///
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	932	787	-15,6
Entreprises utilisatrices	490	449	-8,2
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés au cours du trimestre	112	8	-92,9
Entreprises concernées	22	2	-90,9
Chômage (hors chômage partiel) (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	2 274	2 628	15,6
Jours indemnisés	62 197	72 837	17,1

Source : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC, IEOM

Unités : nombre, %.

